



**NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr. : LIMITEE

E/ECA/ACW/CWD.IIM/2001/3

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Centre africain pour la femme

*Réunion des Ministres du
Comité Femmes et Développement*

8 Novembre 2001
Addis Abeba, Ethiopie

**Rapport de la Réunion
des Ministres du Comité
Femmes et Développement**

10491



**NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

Distr. : LIMITEE

E/ECA/ACW/CWD.IIM/2001/3

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

**COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Centre africain pour la femme**

*Réunion des Ministres du
Comité Femmes et Développement*

**8 Novembre 2001
Addis Abeba, Ethiopie**

**Rapport de la Réunion
des Ministres du Comité
Femmes et Développement**

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	2
Point 1 de l'ordre du Jour: Ceremonie d'ouverture	2
Point 2 de l'ordre du Jour: Presentation des membres et adoption de l'ordre du Jour et du Programme de Travail	4
Point 3 de l'ordre du Jour: Rapport du Bureau du CFD	4
Point 4 de l'ordre du Jour: Examen du Rapport des Experts et tout particulierement le Programme de Suivi et d'evaluation.....	5
Point 5 de l'ordre du Jour: Examen du Rapport des Experts sur les strategies visant à integrer les questions de Genre dans les strategies de Réduction de la Pauvreté.....	8
Point 6 de l'ordre du Jour: Examen du Rapport du Groupe Interagence Africain sur la question Femmes et Equité en Genre	11
Point 7 de l'ordre du Jour: Adoption du Rapport	13
Point 8 de l'ordre du Jour: Question Diverses	13
Point 9 de l'ordre du Jour: Clôture De La Réunion.....	13

INTRODUCTION

1. La réunion du Groupe d'experts du Comité Femmes et Développement (CFD) s'est tenue du 5 au 7 novembre 2001 à Addis Abeba au Centre de Conférence des Nations Unies. Ont assisté à la réunion les représentants des pays membres du CFD: l'Angola, le Botswana, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, les Iles Comores, l'Egypte, le Maroc, le Nigeria, le Swaziland, le Tchad, le Togo, la Tanzanie, et le Zimbabwe. Les autres pays représentés sont: l'Algérie, la République démocratique du Congo, la République du Congo, la Guinée équatoriale, la Guinée, la Gambie, le Kenya, le Libéria, le Lesotho, la Libye, le Mali, l'Ile Maurice, le Mozambique, Madagascar, le Niger, la Namibie, le Rwanda, l'Afrique du Sud, le Sénégal, la Tunisie, l'Uganda, et la Zambie. Ont également pris part à cette réunion quelques organisations inter gouvernementales (OIG), notamment: la Communauté de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), la Communauté d'Afrique du Sud pour le développement (SRDC), et l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA). Les ONG dont les noms suivent ont également assisté à la réunion en tant que membres du CFD: Women and Law in Southern Africa Research Trust (WLSA), Tanzania Association of Non governmental Organizations (TANGO), Mozambique National Association for Rural Development (ANRU), l'Institut panafricain pour le développement (PAID), le Comité international des femmes africaines pour le développement (CFAD), et l'Association des femmes Pag-La Yiri Zabré. Ont aussi été présentes les Agences spécialisées des Nations Unies dont les noms suivent:

UNIFEM, OIT, CNUCED/OMC, FAO, IFAD, DESA/OSAC et UNDCP/ODCCP, PNUE, Banque Mondiale, ONUSIDA, PAM, UNICEF, PNUD, UNCHC (Habitat), FNUAP et OIM. Ont aussi été représentés la Commission africaine des droits humains et des peuples, le Fonds de développement des femmes africaines, et l'Organisation internationale de la francophonie.

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR: CEREMONIE D'OUVERTURE

2. Dans son discours d'ouverture, l'honorable Elliot Manyika, Président du Comité Femmes et Développement (CFD), et Ministre du développement des jeunes, du genre, et de l'emploi, au Zimbabwe a souhaité la bienvenue à Madame Tadelech Haile Michael, Ministre Ethiopeienne chargée de la condition féminine, et l'a invitée à prononcer son allocution d'ouverture. A son tour, le ministre éthiopien a souhaité la bienvenue à tous les participants au nom du gouvernement éthiopien. Elle a relevé l'importance de cette réunion qui se tient à un moment opportun où la plupart des pays Africains se sont engagés dans le processus d'élaboration ou de finalisation des "Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP)". La réunion constitue en fait l'occasion d'examiner ensemble les progrès réalisés et recommander les moyens susceptibles de faciliter l'intégration des questions de genre dans les politiques macro-économiques. A cet égard, notre rôle, a-t-elle souligné, est de guider le processus de formulation et de finalisation des stratégies de réduction de la pauvreté, selon une approche genre qui tient compte de la problématique hommes-femmes.
3. Tout en prenant connaissance des engagements pris par les gouvernements africains pour lutter contre la pauvreté et l'inégalité hommes-femmes, le ministre éthiopien a souligné la nécessité de faire preuve d'engagement à travers l'action. Pour faciliter cela, a-t-elle remarqué, des propositions et recommandations pratiques sont à faire. Elle a par ailleurs exposé l'expérience de l'Ethiopie dans l'élaboration d'un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) qui prend en considération les questions de genre.
4. Elle a clos son discours en souhaitant aux participants plein succès dans leur lutte contre la pauvreté et l'inégalité des sexes, et leur a réitéré sa solidarité avec les efforts visant l'élimination de la pauvreté et de l'inégalité entre les sexes dans la région. Elle a souhaité à tous les participants un agréable séjour en Ethiopie.

5. Le Président du CFD a souhaité la bienvenue à ses homologues qu'il a remerciés de leur participation, ainsi qu'aux autres délégués présents. Il a par ailleurs rappelé le mandat du CFD qui comprend le suivi, la mise en oeuvre et l'évaluation des progrès réalisés pour l'amélioration de la condition des femmes et les politiques nationales en matière de genre et d'égalité entre les sexes. Le CFD a aussi pour mandat de convoquer des conférences régionales en vue de faire le suivi et l'évaluation de la mise en oeuvre des plateformes de Dakar et de Beijing; et de rapporter sur les progrès réalisés en matière d'égalité entre les sexes et de promotion des femmes aux plans régional et mondial. Ce processus est de nature à faciliter l'examen des ajustements politiques adéquats en vue d'accélérer ces progrès.
6. Les Ministres ont souligné le rôle important que le Comité est appelé à jouer pour que soit intégrée la dimension genre dans les Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) actuellement de préparation ou en application. Il a relevé le nécessité de mettre au point un cadre bien articulé susceptible de permettre aux mécanismes nationaux s'occupant des questions de femmes de jouer un rôle central dans l'élaboration de lutte contre la pauvreté. Il a cependant déploré le fait que beaucoup de ces mécanismes manquaient de ressources humaines qualifiées dans les domaines de développement économique en particulier, d'où la nécessité d'oeuvrer pour les renforcement des capacités.
7. Les Ministres ont fait remarquer que l'un des points figurant à l'ordre du jour de la réunion était d'adopter le programme de suivi et d'évaluation à suivre pour la mise en oeuvre des Plateformes d'Action de Dakar et de Beijing. Il a aussi évoqué la réunion des agences du système des Nations Unies en Afrique tenue en même temps que la réunion des experts, en espérant que cette réunion ait relevé les activités du CFD. Le Ministre a ensuite informé la session Ministerielle de l'intention du CFD de se positionner stratégiquement pendant la période transitoire du passage de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) à l'Unité Africaine (UA), afin de veiller à ce que les questions de genre soient prises en compte au sein de la nouvelle organisation. De la même manière, le CFD oeuvrera à la prise en compte des questions relatives à l'égalité entre les sexes et la promotion des femmes au niveau de l'initiative appelée le Nouveau partenariat pour le développement en Afrique (NEPAD).
8. Il a par ailleurs informé les participants que la formation actuelle du Bureau était comme suit: le Zimbabwe à la présidence, le Cameroun comme 1er vice président et le le Nigéria comme 2ème vice président. Le Maroc, lui, siège comme Rapporteur, la Tanzanie comme Vice rapporteur, la République du Congo en tant que Président de la 6ème Conférence régionale africaine sur les femmes, et la Zambie en tant que Président en exercice de l'OUA.
9. Dans son discours prononcé à l'occasion de cette réunion, M. K. Y. Amoako, Secrétaire Exécutif de la CEA a souhaité la bienvenue aux participants et a noté que depuis la dernière réunion du CFD tenue au Burkina Faso en 1999, un certain progrès a été réalisé dans le domaine du genre et du développement. Il a aussi souligné la volonté politique et l'engagement manifesté par les pays Africains concernant les questions de genre et la promotion des femmes. Il a toutefois insisté sur la nécessité de surmonter les différents obstacles qui entravent l'accélération de ces progrès dans le sens des objectifs escomptés.
10. Mr. Amoako a fait remarquer que l'introduction des CSLP représentait une occasion de choix pour mettre d'avantage l'accent sur des stratégies de croissance participatives qui intègrent pleinement les questions de genre. La CEA, a-t-il ajouté, a apporté un appui très actif aux Etats membres pour l'élaboration de leurs CSLP. Il a précisé à cet égard qu'un Groupe de Réflexion a été constitué par la CEA, et que sa première réunion a fini ses travaux le 7 novembre 2001. Parmi les recommandations issues de ces travaux, l'on note la nécessité d'intégrer l'approche genre dans les CSLP. Les participants ont aussi été informés du rôle que joue la CEA dans l'initiative appelée NEPAD, et des efforts qu'elle fournit au niveau de certains secteurs

prioritaires dont celui de la lutte contre la pauvreté tel qu'il a été identifié par NEPAD, et conformément à la demande faite par les membres de l'OUA lors du Sommet de Lusaka en Juillet 2001.

11. En liant ces initiatives au rôle du CFD, le Secrétaire Exécutif a précisé que le CFD représentait un moyen de faire du plaidoyer à travers la Conférence des Ministres de la CEA. Ce qui plus est, a-t-il observé, le CFD peut être utilisé aussi comme vecteur de dissemination des pratiques réussies dans le domaine du suivi et de l'évaluation de l'impact des Plateformes d'Action. Il a aussi ajouté par ailleurs que ce cadre de suivi et d'évaluation mis au point par la CEA constituera un apport vital au Rapport des Femmes Africaines qui fournit des données sur le statut des femmes en Afrique et deviendra, espérons le, l'une des publications étendard de la CEA.
12. Le Secrétaire Exécutif a clos son discours en réaffirmant l'engagement de la Commission aux côtés des pays membres pour briser le cercle vicieux de la pauvreté et réduire le fossé entre les sexes.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR: PRESENTATION DES MEMBRES ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU PROGRAMME DE TRAVAIL

13. Les membres du Bureau du CFD ont été présentés un à un. L'ordre du jour a aussi été adopté comme suit:
 1. Ouverture de la réunion.
 2. Présentation des membres du Bureau et adoption de l'Ordre du jour et du Programme de travail.
 3. Rapport de la réunion du Bureau du CFD.
 4. Examen du Rapport du groupe d'experts sur le Programme de suivi et d'évaluation, et tout particulièrement les outils de suivi et d'évaluation, les modalités pratiques pour sa mise en œuvre aux niveaux national, sous-régional et régional, et sa composante relative au renforcement des capacités.
 5. Examen du Rapport des experts sur les stratégies visant à intégrer les questions de genre dans les Stratégies de réduction de la pauvreté.
 6. Examen du Rapport du Groupe Interagence africain sur la question Femmes et Equité en Genre.
 7. Examen et adoption du Rapport de la réunion des ministres.
 8. Questions diverses.
 9. Clôture de la réunion.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR: RAPPORT DU BUREAU DU CFD

14. M. Elliot Manyika, Président du CFD a présenté le rapport du Bureau du CFD.
15. Il a dégagé les temps forts de la réunion du Bureau comme suit:
 - Le Bureau a souligné la nécessité pour les Ministres de la condition féminine de participer à la réunion des Ministres des Finances, de l'Economie et de la Planification sociale au sein de

la CEA et ce, en vue de faciliter et de renforcer le plaidoyer pour une meilleure intégration des questions de genre à échelle nationale.

- Le Bureau a noté que les organisations Inter-gouvernementales (OIG) étaient appelées à présenter leurs activités au CFD. Proposition a été faite de leur adresser une lettre signée par le Président du CFD en guise de rappel.
- Le Bureau a conseillé d'oeuvrer pour une meilleure coordination au niveau du Secrétariat mixte de la CEA, l'OUA et la BAD afin d'assurer une intégration plus effective des questions de genre.
- Les membres du Bureau se sont engagés à bien s'acquitter de leur présent mandat.

16. Les points suivants ont été évoqués au cours de la discussion qui a suivi:

- La nécessité de disposer de rapports rédigés en Anglais et en Français;
- La nécessité de clarifier les différents acronymes cités dans les rapports; et
- La clarification des raisons pour lesquelles la Division du Centre Africain des Femmes (CAF) a changé de nom pour devenir le Centre Africain pour le Genre et le Développement (CAGD).

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR: EXAMEN DU RAPPORT DES EXPERTS ET TOUT PARTICULIEREMENT LE PROGRAMME DE SUIVI ET D'EVALUATION

17. Mme Josephine Ouédraogo, Directrice du CAGD a présenté aux Ministres du CFD le Rapport des Experts sur le Programme de suivi et d'évaluation qui a été avalisé par les experts du CFD.
18. Elle a rappelé le Plan d'Action Africain adopté par la 6ème Conférence régionale sur les femmes tenue en Novembre 2000, pendant laquelle les Etats membres ont pu évaluer les progrès réalisés pour la mise en oeuvre des Plateformes d'action de Dakar et de Beijing. Suite à cette évaluation, la CEA a eu pour mandat de mettre au point un programme de suivi et d'évaluation à l'intention des pays membres destiné à leur permettre de faire le suivi et l'évaluation des progrès qu'ils ont réalisés pour l'application des Plateformes.

Ce programme est destiné aussi à aider les pays membres dans l'élaboration de leur rapport d'évaluation devant être présenté à la réunion de Beijing + 10 prévue en 2004.

19. Mme Ouédraogo a fait une présentation exhaustive du cadre du Programme de suivi et d'évaluation. Ce programme comportera des indicateurs qui serviront à mesurer l'impact, mais aussi des modalités pratiques pour faire le suivi et l'évaluation. Il proposera aussi des mécanismes de formation d'experts dans le domaine du suivi et de l'évaluation ; le but étant de renforcer les capacités des pays membres en vue de faire le suivi et l'évaluation de la mise en oeuvre des Plateformes d'action de Dakar et de Beijing.

Bien que ce programme propose des secteurs critiques à cibler dans ce processus d'évaluation, les Etats membres ne sont pas tenus de se limiter à cette sélection et peuvent au contraire choisir d'autres secteurs qu'ils jugent critiques dans leurs pays respectifs. Le Programme peut être appliqué en vue de garantir la prise en compte des questions de genre dans chaque secteur, et ce au niveau des trois plans suivants: le plan politique, le plan institutionnel et celui du renforcement des capacités.

20. En vue de faciliter le processus de suivi et d'évaluation, le CAGD a mis au point des outils servant à faire le suivi et l'évaluation aussi bien des politiques nationales en matière de genre que des mécanismes institutionnels mis en place. Prioritaire est donc l'élaboration d'indicateurs d'impact utilisés comme indice de genre et de développement en vue de mesurer l'effet qu'a eu l'intégration de l'approche genre sur le statut des femmes comme des hommes. Ces indicateurs sont de nature à faciliter l'élaboration des rapports d'évaluation en prévision des réunions régionales et mondiales de Beijing + 10.
21. La Directrice a informé les Ministres que le Programme de suivi et d'évaluation présenté pour adoption a été revu par un groupe d'experts Ad Hoc, et a ensuite été discuté et avalisé par les experts du CFD.
22. Mme Ouédraogo a aussi exposé les modalités pratiques pour la mise en oeuvre du Programme de suivi et d'évaluation en précisant qu'il sera appliqué à échelle nationale, sous-régionale et régionale selon un calendrier bien défini. Les Centres de développement sous-régionaux (CDSR) - en collaboration avec les Communautés économiques régionales (CER) - auront pour tâche de coordonner les activités de suivi et d'évaluation au niveau sous-régional et régional. Le CAGD, a précisé Mme Ouédraogo, se chargera de clarifier aux Etats membres la procédure et les canaux d'information à suivre, et ce à travers les points focaux genre travaillant au sein des CDSR.
23. La Directrice a enfin évoqué la composante renforcement des capacités du Programme de suivi et d'évaluation, et a souligné les recommandations faites par les experts du CFD à ce sujet.
24. Les participants ont félicité la CEA, la Directrice du CAGD et les experts du CFD pour la qualité des documents et des recommandations présentés, et ont soulevé les points suivants:
25. Le Ministre d'Afrique du Sud a reconnu le besoin essentiel de disposer de données ventilées par sexe et d'un système amélioré pour la collecte des données. Cependant, il a attiré l'attention des ministres sur l'impact résultant de l'adoption du Programme et de la nécessité d'avoir des départements de statistiques capables de réunir et de traiter les données relatives au statut des femmes. Le défi est donc de s'assurer que la collecte de données ainsi que les méthodes d'analyse suivies donneront bien des informations pertinentes sur la question. Le Ministre a fait remarquer aussi que le renforcement des capacités pour le suivi et l'évaluation devrait être flexible et dépendre des mécanismes et structures chargés de la promotion des femmes dans chaque pays. Il a ajouté qu'il était nécessaire de renforcer le pouvoir des Points Focaux Genre pour qu'ils s'acquittent mieux de leur tâche. Le ministre a appelé à déployer des efforts plus grands en vue d'approfondir les questions relatives à l'application de ce programme et les moyens susceptibles de surmonter les difficultés.
26. Le Ministre Ougandais a précisé pour sa part que des efforts ont été déployés pour désigner des points focaux genre et intégrer les questions de genre dans plusieurs ministères. Elle a souligné qu'il était du ressort des ministères de la condition féminine d'établir des points de repère et de mettre au point des stratégies à l'intention des autres ministères qui serviront à évaluer l'intégration réelle des questions de genre.
27. Le représentant de la Tanzanie a fait remarquer qu'il serait impossible au Ministère de la condition féminine d'inciter à la collecte de données désagrégées par sexe. Il est donc nécessaire, a-t-il remarqué, de travailler en étroite collaboration avec le Ministère du Plan chargé des statistiques nationales. Il a par ailleurs insisté sur le caractère multi-sectoriel des questions de genre.
28. Le Ministre Zambien a lui aussi souligné la nécessité de prendre en compte les questions de genre.

29. Pour sa part, le Ministre Ivoirien a fait observer que le programme de suivi et d'évaluation serait un bon catalyseur pour prendre la mesure des progrès réalisés dans la mise en oeuvre des Plateformes d'Action de Dakar et de Beijing.

Elle a cependant souhaité s'informer sur les sources de financement de ce programme, sachant que les budgets gouvernementaux pour l'année 2002 ont déjà été préparés. Le Ministre a donc approuvé la recommandation faite par les experts quant à l'élaboration d'une étude de faisabilité servant à calculer les coûts de la composante relative au renforcement des capacités.

30. Partageant l'avis de plusieurs autres ministres, la représentante du Burkina Faso a noté que les engagements pris devraient se traduire par une action concrète. Pour ce faire, il faudrait insister auprès des gouvernements pour leur faire prendre conscience de l'importance des questions de genre.
31. Le Ministre Ethiope a rappelé les acquis de la 6ème Conférence régionale africaine et a noté que l'intégration des questions de genre constituait tout un processus. Ainsi, le programme de suivi et d'évaluation servirait à consolider les institutions et renforcer les capacités des points focaux genre. L'on a besoin d'échanger les expériences en matière de renforcement des capacités, a-t-elle souligné, et particulièrement celles des pays de la SADC. Abordant l'intégration des questions de genre dans les CSLP, le ministre a fait remarquer qu'il faudrait commencer à le faire à partir de l'étape préparatoire des Cadres de lutte contre la pauvreté.
32. A son tour, le Représentant du Sénégal a souligné l'importance d'une volonté politique soutenue et a appelé au lancement d'une campagne de sensibilisation auprès des Chefs de gouvernements pour leur faire prendre davantage conscience de l'importance des questions de genre. Il a proposé qu'une délégation du Bureau du CFD visite les Chefs d'Etats africains et demande leur soutien aux propositions formulées dans le Programme de suivi et d'évaluation. Il a également exhorté le Comité à reconnaître l'importance du rôle que peut jouer l'initiative NEPAD pour l'intégration des questions de genre dans les programmes de réduction de la pauvreté.
33. La Représentante du Nigéria a informé l'assistance que son pays s'est doté d'un organe de suivi pour la mise en oeuvre des Plateformes d'action de Dakar et de Beijing, de même qu'il a alloué un budget aux questions de genre. Elle a ensuite mis l'accent sur la nécessité de renforcer les capacités des responsables du suivi et de l'évaluation en vue de faciliter la collecte de données. Relevant le coût élevé des services contractés pour la collecte des données ventilées par sexe, la Représentante du Niger a souligné l'importance des outils servant à mesurer la contribution du travail des femmes au PIB en recourant aux systèmes de comptabilité nationale.
34. Le Ministre du Rwanda a fait observer que le processus de suivi et d'évaluation ne saurait être fait dans le vide. Bien qu'il représente une composante importante, il ne saurait être fait en l'absence d'une politique nationale genre. Il serait en effet difficile pour les différents ministères de parler de succès si cette politique n'est pas prise au sérieux en tant qu'outil. Abordant le thème du renforcement des capacités, elle a fait remarquer que le ministère responsable du genre n'était pas toujours qualifié pour intégrer les questions de genre qu'on confond souvent avec les questions relatives à la condition féminine.
35. Le Ministre du Ghana a exposé l'expérience de son pays dans la collecte de données. L'amélioration de ce processus, a-t-il précisé, a conduit à la création de services statistiques dans 4 comités sectoriels que le Ministère de la condition féminine est entrain d'appuyer et de guider pour la production de données désagrégées par sexe. Elle a par ailleurs évoqué le rôle crucial joué par les responsables du Département femmes crée dans la plupart des ministères, dont la majorité sont au rang de Directeurs et peuvent de ce fait influencer les politiques en vigueur. Son ministère, a-t-elle précisé, a aussi désigné des responsables chargés du suivi et de l'évaluation, même au niveau régional et départemental. Pour les besoins de leur travail, ces

responsables ont établi des liens de coopération avec les autres ministères. Au sujet des CSLP, le Ministre a précisé que son pays avait consacré des efforts particuliers à la question de genre en tant que domaine clef, et avait même atteint un consensus avec la société civile autour des problèmes prioritaires. Son ministère, a-t-elle encore indiqué, a mis sur pied un plan Micro crédit pour venir en aide aux femmes ayant des activités génératrices de revenus.

36. Le Ministre du Congo a fait 3 propositions. Elle a d'abord recommandé de chercher les fonds nécessaires pour la participation de la Présidente du CFD à la réunion des Ministres de la CEA chargés de la Planification économique et sociale et des finances, ainsi qu'au sommet de l'OUA en 2002, afin de leur présenter ainsi les résultats de la réunion du CFD. Deuxièmement, elle a proposé que la Présidente du CFD rappelle aux ministres de la planification économique et sociale et des finances la nécessité d'intégrer dans leur politique macro-économique la dimension socio-culturelle comprenant aussi les problèmes de genre. Troisièmement, elle a proposé la tenue d'une réunion entre ces ministres et leurs homologues chargés des questions de genre, et d'établir ainsi le dialogue entre eux.

Pour ce faire, les ministres chargés des questions de genre devraient se réunir entre eux 2 jours avant cette rencontre et préparer une déclaration qu'ils soumettront à leurs homologues. Elle a enfin proposé que les Etats membres incapables de participer à cette réunion soit aussi familiarisés avec le programme de suivi et d'évaluation par le biais du CAGD.

37. Enfin, le Ministre du Mozambique a pris la parole et a noté que son pays approuvait l'adoption du rapport bien qu'il n'assistait à la réunion qu'en observateur. Elle a ensuite exposé l'expérience du Mozambique en matière de coordination pour la promotion de la condition des femmes ainsi que le travail accompli par les mécanismes chargés de cette coordination. Elle a conclu en demandant que le programme de suivi et d'évaluation soit traduit en Portugais.
38. Le Président a clos la séance en renouvelant son appel pour une plus grande volonté politique de la part de tous les Etats membres afin que soient prises en compte les questions de genre, et que le programme de suivi et d'évaluation soit dûment mis en oeuvre.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR: EXAMEN DU RAPPORT DES EXPERTS SUR LES STRATEGIES VISANT A INTEGRER LES QUESTIONS DE GENRE DANS LES STRATEGIES DE REDUCTION DE LA PAUVRETE

39. La Directrice du CAGD a présenté les recommandations relatives aux stratégies visant à intégrer les questions de genre dans les CSLP déjà avalisés par la Réunion des Experts. Elle a réitéré le message contenu dans le discours du Secrétaire Executif de la CEA quant à l'importance du rôle que la Commission est appelée à jouer dans la réduction de la pauvreté, notamment à travers l'initiative NEPAD et le Groupe de Réflexion sponsorisé par la CEA. La Directrice a précisé que l'engagement de la CEA intéressait ces initiatives susceptibles de renforcer les capacités des parties concernées en Afrique en vue d'atteindre l'Objectif de Développement International (International Development Target / IDT) qui vise à réduire la pauvreté de moitié d'ici l'an 2015. Elle a souligné à ce propos la nécessité d'intégrer la question d'égalité entre les genres dans les CSLP.
40. La Directrice a fait remarquer que les CSLP étaient différents des Programmes d'ajustement structurel (PAS), bien que quelques-uns des principes énoncés dans ces PAS soient utilisables pour résoudre les problèmes de pauvreté. Elle a par ailleurs présenté un cadre de lutte contre la pauvreté qui veut privilégier les synergies entre la CEA, les pays-membres et le NEPAD, ce qui va dans le sens même des objectifs du Millénaire 2000. Ce Cadre, a-t-elle expliqué, projette aussi de réduire la pauvreté de moitié à l'horizon 2015, conformément à l'objectif de développement arrêté au niveau international (IDT).

Cet objectif peut être atteint en modifiant les dépenses de consommation (selon le revenu par habitant) et la répartition des revenus jugée inéquitable. Il faudra pour cela une croissance annuelle de 7%. Toutefois, le Cadre proposé a identifié deux défis majeurs qui se posent à cet égard :

41. Le premier est celui de savoir si les politiques macroéconomiques actuellement en vigueur permettent à elles seules d'atteindre cet objectif. Bien que ces politiques aient permis récemment d'atteindre un taux de croissance allant de 5% à 7% dans plusieurs pays africains, elles se sont révélées incapables à elles seules d'asseoir les bases d'une croissance durable. Par ailleurs, cette croissance récemment enregistrée ne s'est pas nécessairement traduite par une réduction de la pauvreté, ce qui laisse entendre qu'il faudrait intégrer dans les CSLP des actions de développement axées sur l'humain. La Directrice du CAGD a ajouté que l'intégration de l'approche genre dans les CSLP est de plus en plus importante puisque'elle valorise les stratégies de lutte contre la pauvreté et contribue au développement durable.
42. Le deuxième défi concerne les moyens permettant de mieux assimiler les liens existant entre égalité des sexes et pauvreté. La Directrice du CAGD a souligné que la réduction des déficits budgétaires pouvait avoir des effets négatifs sur la pauvreté si l'on ne prenait pas les mesures adéquates nécessaires pour compenser la baisse enregistrée au niveau des dépenses. C'est ainsi que la baisse des dépenses publiques dans les secteurs de la santé et de l'éducation, ou la suppression des subventions agricoles, aggravent généralement la situation des pauvres. Il est donc impérieux que les budgets nationaux tiennent compte de la problématique hommes-femmes pour trois raisons principales: (1) garantir que les femmes et les hommes soient partie prenante dans le processus budgétaire; (2) allouer les ressources adéquates servant à financer des investissements prioritaires qui répondent aux besoins des hommes comme des femmes; et (3) contrôler le budget de manière à s'assurer que les dépenses publiques profitent aussi bien aux hommes qu'aux femmes.
43. Le document suggère aussi d'entreprendre les actions suivantes pour l'intégration de l'approche genre dans les politiques macro-économiques:
 - (a) Faire le diagnostic de la pauvreté de manière à réduire le temps de travail des femmes, et rendre ainsi plus efficace et plus productif l'emploi de leur temps;
 - (b) Arrêter des politiques/priorités basées sur une approche participative susceptible de permettre à toutes les parties concernées d'influencer les politiques et processus de budgétisation;
 - (c) Instaurer un processus de planification et de budgétisation en faisant appel à toutes les parties prenantes; et;
 - (d) Définir des indicateurs de suivi et d'évaluation à utiliser dans les activités de plaidoyer.
44. Les experts du CFD ont donc fait les recommandations suivantes:
 - (a) Mettre sur pied des institutions chargées de réduire la pauvreté qui connaissent les groupes les plus marginalisés. A ce propos, le Comité a exhorté les organisations régionales et internationales à rendre opérationnel le Fonds mondial de solidarité qui a pour but de réduire la pauvreté dans les régions les plus défavorisées du monde dont l'Afrique, et de venir en aide aux catégories sociales les plus marginalisées, particulièrement les femmes. A cet égard, le Comité a demandé au CAGD de veiller à renforcer sa coopération avec les agences spécialisées des N.U.

- (b) Veiller à l'application effective des lois en faveur de l'égalité des opportunités et de l'accès des femmes aux richesses comme aux postes de décision.

45. Au cours du débat qui a suivi, les délégués ont soulevé les points suivants:

- Demander à la CEA de proposer une matrice ayant pour but de faciliter les processus de budgétisation dans une optique respectueuse de la problématique hommes-femmes.
- Veiller à ce que les processus de budgétisation soient participatifs, et ce à travers des institutions élues tels les parlements. La participation des femmes au sein de ces institutions doit être fortement encouragée.
- Veiller à la création au sein des parlements d'un Comité spécialisé chargé de la question genre et développement
- Afin de permettre à l'Afrique de profiter des opportunités qu'offre la mondialisation, les CSLP nationaux devraient privilégier le renforcement du pouvoir économique des femmes en améliorant leurs compétences grâce à des programmes de renforcement des capacités, et en rehaussant la compétitivité de leurs petites et moyennes entreprises.
- La réunion a souligné et adopté la déclaration et les recommandations issues de la Conférence préparatoire africaine de la 3ème Conférence mondiale sur les pays les moins développés tenue à Cape Town en mars 2001. Les pays Africains les moins développés sont appelés à prendre les mesures adéquates pour faire le suivi et la mise en oeuvre des recommandations avec l'appui de la CEA et autres partenaires;
- Les institutions régionales et internationales sont appelées à rendre opérationnel le Fonds mondial de solidarité pour la réduction de la pauvreté dans les pays les moins développés. Le CAGD est appelé lui aussi à collaborer avec les organes du système des Nations Unies à cet effet;
- Pour que la lutte contre la pauvreté soit effective, il a été recommandé que les problèmes micro-économiques et micro-politiques soient examinés à partir du processus de préparation des CSLP;
- Lors de la préparation des budgets intégrant la problématique genre, il a été recommandé d'élaborer une matrice permettant d'allouer les fonds budgétaires nécessaires aux différents secteurs;
- Les femmes devraient participer de manière plus conséquente à tous les niveaux du processus de préparation des CSLP.
- Les ministres chargés des questions de genre devraient veiller à collaborer avec les parlementaires en vue de faciliter l'intégration de la problématique de genre dans les budgets nationaux;
- Les pays africains devraient tirer avantage du Fonds mondial de solidarité en devenant membres, car ce Fonds représente une source alternative de moyens financiers pouvant servir à lutter contre la pauvreté;
- Le CFD devrait renforcer les relations de coopération avec la Banque Mondiale, le FMI, le NEPAD et autres donateurs, en vue de mobiliser les ressources nécessaires à la lutte contre la pauvreté;

- Les mesures de lutte contre la pauvreté devraient explorer des marchés extérieurs et régionaux pour l'écoulement des produits assurés par les femmes , et tenir compte des effets négatifs de la mondialisation sur les femmes - (parmi les marchés à explorer la Foire commerciale Afro-Arabe, la Foire commerciale Toute Afrique, La Zone de libre échange de la Communauté de développement de l'Afrique australe SADC) -;
- Privilégier la valorisation du travail rémunéré et non rémunéré des femmes, et la prise en considération de ce travail dans les instruments de planification nationale: e.g le PIB et les budgets;
- Les femmes productrices devraient bénéficier d'un forum lors des réunions sous-régionales et régionales pour qu'elles deviennent partie intégrante du processus de décision;
- Les CSLP devraient aussi inclure la question des rôles traditionnels qui dresse beaucoup de barrières devant les femmes.
- D'ici deux ans, la CEA devait assurer le suivi des progrès réalisés pour la mise en oeuvre du document directif relatif à la stratégie proposée et avalisée par la Réunion du groupe d'experts. Elle est aussi appelée à tenir des réunions de suivi en vue d'approfondir le dialogue sur l'intégration de la problématique genre dans les CSLP, les politiques, et autres instruments de planification nationale.

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR: EXAMEN DU RAPPORT DU GROUPE INTERAGENCE AFRICAIN SUR LA QUESTION FEMMES ET EQUITÉ EN GENRE

46. En présentant son rapport, le Groupe Interagence africain sur la question femmes et équité (GIAFE) a rappelé que sa création était le résultat de la réunion tenue à l'initiative de la Directrice du CAGD entre le PNUD, le FNUAP et l'UNIFEM, lors de la réunion du Groupe Interagence mondial sur la question femmes et équité organisée à New York en Mars 2001.
47. Le but de cette initiative était de renforcer les relations de coopération et de coordination entre les agences, et aider ainsi les gouvernements africains et autres parties concernées à atteindre les objectifs d'égalité entre les sexes et impulser la promotion des femmes.
48. La présentatrice a noté que le Groupe Interagence s'inspirait de la Déclaration des droits de l'homme et des engagements pris par l'Afrique pour la ratification et la mise en oeuvre de la CEDAW et des Plateformes d'action de Dakar et de Beijing, et autres engagements des Nations Unies y afférents. Les agences des Nations Unies ont accepté la demande faite par la CEA en vue de constituer un groupe de soutien au NEPAD, et de promouvoir ainsi la question de genre en tant que problématique transversale dans cette initiative.
49. Les objectifs poursuivis par le Groupe Interagence sont:
 - i. Faciliter l'échange d'informations sur les programmes et stratégies à l'échelle régionale;
 - ii. Appuyer et consolider les initiatives sous-régionales et régionales;
 - iii. Faciliter la coopération interagence dans le domaine du renforcement des capacités nationales pour la mise en oeuvre de la Convention CEDAW et du Plan d'Action Africain, y compris son programme de suivi et d'évaluation, et;
 - iv. Apporter l'appui du Groupe Interagence au CAGD pour la coordination du processus de suivi et d'évaluation de la Convention CEDAW, ainsi que le suivi des conférences de Dakar et de Beijing tel que spécifié dans la Plateforme d'action africaine.

50. Pour la réalisation de ces objectifs, le Groupe Interagence a proposé les modalités suivantes:
- i. Mettre au point un cadre d'information et de dissémination de l'information sur ce qu'entreprend chacune des agences comme initiatives, programmes et activités sur le genre (le CAGD se chargera de la coordination);
 - ii. Appuyer les initiatives élaborées par le CFD et le NEPAD;
 - iii. Encourager les activités de renforcement des capacités dans l'approche genre aux plan sous-régional et national;
 - iv. Renforcer l'échange d'expériences en matière d'intégration de l'approche genre;
 - v. Constituer une base de données des femmes professionnelles africaines en vue d'encourager la nomination de femmes aux postes de décision de haut niveau;
 - vi. Aider le CAGD à produire le Rapport régional sur les femmes africaines et organiser la Conférence régionale africaine sur les femmes en préparation de Beijing+10.
 - vii. Contribuer à l'élaboration de l'Index Africain pour le Genre et le Développement en tant que cadre d'évaluation des progrès touchant le statut des femmes africaines, qui sera ensuite publié dans le Rapport sur les femmes africaines.
51. Le Groupe Interagence a convenu des domaines de coopération suivants: le VIH/SIDA, l'intégration de la problématique genre dans les différentes politiques dont celles relatives à la lutte contre la pauvreté, le développement agricole et la promotion du commerce, la résolution des conflits, la paix et la bonne gouvernance, y compris l'accès des femmes aux postes de décision.
52. En guise de suivi de la première réunion du Chapitre africain du Groupe Interagence, la réunion a:
- Confié à la CEA-CAGD la coordination du suivi, conformément aux actions recommandées;
 - Demandé au Secrétariat de la CEA-CAGD de représenter le Chapitre Africain du Groupe Interagence aux travaux de la Commission sur le statut des femmes, et a chargé le Secrétariat d'organiser un cycle de concertations en préalable à la 46ème session de la Commission sur le statut des femmes.
 - Demandé au CFD de le guider dans ses délibérations et actions;
 - Recommandé au CFD de présenter les résultats des débats de ce Comité au conseil des Ministres de l'OUA en vue de garantir l'intégration de la problématique genre dans toutes les politiques et programmes africains convenus; et enfin ;
 - Recommandé d'inviter l'OUA et la BDA en tant qu'observateurs au Chapitre africain du Groupe Interagence.
53. Suite à la présentation du rapport, la représentante de l'OUA a salué la recommandation selon laquelle cette organisation devrait être invitée en tant qu'observateur au Chapitre Africain du Groupe Interagence. Elle a noté qu'une éligibilité à part entière aurait été encore plus appréciable. Toutefois, elle a exprimé son inquiétude à propos de la recommandation selon laquelle le Comité femmes et développement (CFD) devrait, en tant qu'organe subsidiaire et l'un

des décideurs de la CEA, présenter les résultats de ses délibérations au Conseil des ministres de la CEA. Bien que reconnaissant la nécessité d'intégrer les questions de genre dans toute les politiques et programmes communs Africains, elle sent, a-t-elle observé, qu'il n'y a pas de lien entre le CFD en tant qu'organe des Nations Unies, et le Conseil des ministres de l'OUA, en tant qu'organe de l'OUA.

54. La Directrice du CAGD a répondu en précisant que le CFD était un organe africain, même s'il a été constitué dans le cadre de la CEA. Par ailleurs la CEA était un organe chargé de promouvoir les politiques de développement économique des pays africains. Elle a ajouté aussi que le CFD pouvait avoir accès à l'OUA puisqu'il constitue la seule structure régionale à travers laquelle les Ministres de la condition féminine pouvaient se réunir et débattre.
55. La Représentante de l'OUA a proposé que conformément au traité de Abuja qui stipule que les Comités Sectoriels ont à charge de conseiller les organes politiques de l'OUA, le CFD pourrait se réunir et soumettre ses recommandations au Conseil des ministres de l'OUA en tant qu'organe subsidiaire de l'OUA dûment constitué. Après un long débat sur la question, il a été convenu d'en saisir l'Atelier prévu vers le fin de Février 2002, et qu'entretiens, l'OUA devra clarifier sa position à ce sujet.
56. Les Ministres ont salué la création du Chapitre africain du Groupe Interagences des N.U. sur la question femmes et équité en genre, surtout qu'il devra constituer un groupe d'appui au NEPAD pour la promotion de la question de genre en tant que thème transversale dans cette initiative.

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR: ADOPTION DU RAPPORT

57. Au titre de ce point de l'ordre du jour, la Présidente a invité le Rapporteur Mme Nezha Chekrouni, Ministre adjoint marocain chargée des femmes, de la famille et de la protection de l'enfant, à présenter le rapport disponible en Anglais seulement.
58. Un certain nombre de délégués ont regretté que le rapport ne soit pas disponible en français et en arabe, et ont incité le Secrétariat à régler ce genre de problème à l'avenir. La Directrice du CAGD a toutefois expliqué les difficultés d'ordre logistique et humain inhérentes à la production du Rapport en langue française à temps pour adoption; et a promis qu'il sera traduit et envoyé incessamment.
59. Parmi les autres aspects soulevés l'importance du rôle de coordination qu'est appelé à jouer le Secrétariat mixte OUA, CEA et BDA dans le processus d'intégration du genre. Il a été proposé que le rapport utilise le terme "égalité" en genre au lieu de l'échanger avec l'expression "équité" en genre. D'autres commentaires d'ordre rédactionnel ont été remis au secrétariat pour être intégrés dans le Rapport. Les participants ont réitéré leur appréciation quant au travail accompli par le CAGD et sa Directrice.
60. Les participants ont ensuite adopté le rapport à l'unanimité après amendement.

POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR: QUESTION DIVERSES

61. Aucune question n'a été soulevée au titre de ce point de l'ordre du jour.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR: CLOTURE DE LA REUNION

62. La réunion a été officiellement clôturée par le Président du CFD, l'Honorable E.T. Manyika.
63. Dans son discours de clôture, il a exprimé ses remerciements à la Directrice du CAGD et au Secrétariat pour la qualité des efforts fournis, ce qui a beaucoup facilité les travaux des ministres. Il a ajouté que pour lui, la journée a constitué une expérience très enrichissante, qui a permis aux

délégués de discuter d'un grand nombre de questions consignées dans le rapport adopté. Il a ensuite rappelé quelques-unes des réunions à venir qui se pencheront aussi sur certaines des questions soulevées par la réunion du CFD et en feront le suivi, notamment la réunion des Ministres de la CEA chargés de l'économie, de la planification sociale et des finances, à laquelle il pourra soumettre les résultats de la réunion du CFD. Le Président a par ailleurs insisté sur l'importance de la volonté politique sans laquelle l'approche genre ne saurait être prise en compte dans les CSLP, ainsi que dans les politiques macro et microéconomiques. Il a conclu en remerciant tous les participants pour leur contribution, et a déclaré clos les travaux de la réunion.